

Centre d'Expertise Métiers et Régions
Franck Aimé
Case courrier YT112
2-10, Boulevard de l'Europe
78 092 Yvelines Cedex 9

25/04/19

Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement?

Oui, totalement.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

Techniquement je n'ai pas d'avis.

Pratiquement, je préférerais que tous les termes du tarif soient modifiés 1 fois par ans, tous au même moment. Il serait également plus pratique que les grilles tarifaires distribution et transport évoluent au même moment.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Oui.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

La « compensation stockage » ne faisant évidemment pas partie de « transmission services » (au sens du code de réseau Tarif), elle ne peut être ici classée qu'en « non-transmission services » ou « service annexe ». Ceci dit, si on s'en tient à la définition par le code de réseau Tarif de ces « services annexes » (rappelée au 1^{er} alinéa du § 2.1.2.1 page 17/44), on ne s'y retrouve pas pour le « terme tarifaire stockage » en ce qui concerne notamment

- le reflet des coûts qui devrait normalement être couvert par le produit des enchères, or ce n'est pas du tout le cas du fait notamment de prix de réserve à zéro... ce qui rend l'impact très important pour les consommateurs.
- la non-discrimination : on ne peut asseoir la compensation stockage sur une formule de « modulation » unique pour des consommateurs protégés et des consommateurs qui ne le sont pas (puisque ces derniers seront délestés pour protéger les précédents).

- Objectivité des tarifs de « services annexes » : ce n'est pas le cas pour la « compensation stockage » puisque son coût est induit par les prix de réserve nuls des enchères, ...ce qui fait que finalement le terme de compensation stockage représente ~75% des coûts opérationnels des opérateurs de stockage.
- Maîtrise des coûts : le schéma précédent (système des obligations qui responsabilisait directement les opérateurs de stockage) garantissait la maîtrise des coûts de stockage, ces derniers pouvant ne pas être souscrits en totalité si les coûts étaient trop élevés par rapport à des offres concurrentes. Le schéma actuel ne garantit aucunement la maîtrise des coûts et déresponsabilise les acteurs en particulier les traders qui acquièrent des capacités de stockage à coût quasi nul au frais du consommateur français.

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

Oui.

Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

Oui.

Question 8 : Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

Oui.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

Nous sommes favorables au rabais de 50% envisagé par la CRE pour les capacités d'entrée (représentatif de la réalité). Par contre, pour les points de sortie (dont les taux d'interruption constatés sont en gros d'un niveau inférieur ou égal à 15%), il ne nous semble par logique d'appliquer un abattement de 25% : c'est 15% qu'il faut retenir dans la situation actuelle.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

Oui

Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

Avec la réduction anticipée des consommations de gaz naturel en France, notamment au niveau des industriels (au-delà des ajustements récents induits par des conversions du fuel au gaz), la France va devenir progressivement un pays de transit. A ce titre, il apparaît normal de plutôt répercuter les augmentations induites sur les tarifs d'entrées.

Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

Position réservée. Si l'objectif de liquidité du PEG apparaît favorisé par la proposition apparaissant a priori intéressante de GRTgaz, nous ne disposons pas des éléments pour mesurer si ces transferts de réservations annuelles/trimestrielles/mensuelles auront des conséquences néfastes en matière de revenus du GRT.

Question 13 : Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

Oui

Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

Oui.

Question 15 : Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

Oui.

Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

Oui. Une simultanéité d'application devra être assurée avec la Distribution.

Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

Oui. Il faudrait harmoniser avec les seuils en distribution.

Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Oui, car les fournisseurs ne répercutent pas forcément la redistribution aux clients finale et il risquait d'y avoir litige en cas de changement de fournisseur.

Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en oeuvre de l'interruptibilité ?

Oui et oui.

Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Oui

Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Oui.

Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en oeuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

Les consommateurs industriels ne bénéficient pas du statut de « consommateurs protégés » fixé par le Règlement UE 2017/1938 (au 5 de l'art 2). Etant donc de facto délestables prioritairement pour sauvegarder les consommateurs protégés, ils ne bénéficient pas des stockages en cas de crise.

Notre consommation, même si elle a une composante climatique, l'est moins qu'un client résidentiel. Ainsi à ce 2ème titre, les consommateurs industriels ne doivent pas contribuer de la même manière que les résidentiels aux coût de stockage.

Si la compensation stockage devait être étendue au transport, il faudrait envisager un mode calcul de l'assiette différent, par exemple prenant en compte la modulation. L'industriel doit pouvoir être exonéré si il se déclare délestable (cf PNUG). Il faudrait a minima des dispositifs d'Interruptibilité permettant d'exonérer du coût de la compensation voir de générer un gain supérieur au coût de la compensation.

Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Oui

Question 25 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

/